

des troupes alliées durant la Première Guerre mondiale. Ils furent appelés ainsi parce qu'ils embarquaient pour le continent européen à Dakar.

En 1919 fut créée la colonie de Haute-Volta. En 1932, un an après qu'une grande famine eut ravagé le pays, la Haute-Volta fut démembrée sous la pression des colons européens de Côte-d'Ivoire, du Soudan français (actuel Mali) et du Niger. Elle constituait en effet un important réservoir de main-d'œuvre pour les plantations et la construction du chemin de fer Ouagadougou-Abidjan. Le centre et le sud de la Haute-Volta furent annexés à la colonie de Côte-d'Ivoire, le nord intégré au Soudan français et au Niger. Le travail forcé, l'impôt (et la répression des soulèvements) avaient déjà profondément marqué les consciences; ils furent encore renforcés. Le pays, dont beaucoup d'habitants avaient combattu pour la France libre sur les champs de bataille européens de la Seconde Guerre mondiale, retrouva son unité en 1947.

De la Haute-Volta au Burkina Faso

En 1958, la Haute-Volta devenait une république autonome au sein de la Communauté française, sous la direction de Maurice Yaméogo, chef de l'Union démocratique voltaïque. En 1959, elle adhéra au Conseil de l'Entente, organisation qui regroupait les pays francophones de la région, Côte-d'Ivoire, Niger, Dahomey (actuel Bénin) et Togo. Le pays accéda à l'indépendance le 5 août 1960. Yaméogo, demeuré président de la République, instaura un régime de parti unique, appuyé sur l'Union démocratique voltaïque.

En janvier 1966, les mesures d'austérité prises par le gouvernement provoquèrent un soulèvement populaire encadré par les syndicats et les partis progressistes. Le président Yaméogo fut contraint de laisser le pouvoir au chef d'état-major, le colonel Sangoulé Lamizana, qui bénéficiait de la confiance de la population. Celui-ci prit la tête du Conseil supérieur des forces armées et élaborait un nouveau plan de remise en ordre de l'économie. En 1970, il promulgua une Constitution instaurant l'élection du président au suffrage universel pour quatre ans et garantissant le multipartisme. Une dizaine de partis politiques participèrent aux élections législatives de 1971. Mais, alors qu'un conflit frontalier opposait la Haute-Volta et le Mali, sur la bande d'Agacher, l'armée reprit le pouvoir en 1974, annonçant le retour au régime de parti unique.

Une première grève générale, en décembre 1975, marqua l'émergence d'une contestation populaire constamment entretenue par les syndicats, jusqu'à la chute du gouvernement militaire en 1977. Une nouvelle Constitution, approuvée par référendum, restaura le multipartisme, limité cependant aux trois principaux partis. En 1978, le général Lamizana était élu président de la République à l'issue d'une élection pluraliste mais marquée par une très forte abstention.

En 1980, le blocage des salaires et l'augmentation du prix des denrées de base (riz, sucre, sorgho, mil) suscitèrent une nouvelle vague de mécontentement, entraînant un coup d'État militaire, qui porta au pouvoir le colonel Saye Zerbo. Bénéficiant d'abord du soutien de la population, il suspendit les institutions et instaura un Comité militaire de redressement pour le progrès national. Deux ans plus tard, alors que la situation économique s'était dégradée